

Après la mort d'une surveillante.

Vente de couteaux et portiques de sécurité, des solutions « **complètement inefficaces** » ?

Après la mort tragique d'une surveillante dans un collège, les personnels de l'Éducation nationale réagissent. A L'Aigle, on est partagé entre le choc, la colère et le scepticisme face aux annonces du gouvernement, jugées « hors sujet ».

Le choc demeure intact aux abords des écoles. Le 10 juin, Mélanie, surveillante dans un collège à Nogent (Haute-Marne), a été poignardée par un élève de 14 ans à l'entrée de son établissement, lors d'une fouille menée par les gendarmes. Une scène inimaginable, devenue réalité.

Pour les professionnels de l'Éducation nationale, la douleur se mêle à la colère. Et les réponses gouvernementales, jugées « **hors sujet** », n'apaisent rien.

A L'Aigle, Sophie Leroux, enseignante et secrétaire départementale du SNES-FSU s'est exprimée au nom de l'intersyndicale (UNSA Éducation, CFDT, CGT, SNALC, Sud Éducation...).

«**C'est arrivé... encore une fois**»

Depuis le drame, elle échange avec ses collègues, surveillants, professeurs, personnels de vie scolaire.

« **C'est la sidération. On reste sans voix. C'est arrivé... Encore une fois** », nous fait-elle remonter.

Depuis l'assassinat de Samuel Paty en 2020, chacun a conscience qu'un drame peut se reproduire, n'importe où et à tout moment. « **On ne travaille pas la peur au ventre, mais on garde ça dans un coin de notre tête. On a du mal à imaginer qu'on puisse risquer sa vie en venant à l'école** », souligne Sophie Leroux.

Cette fois, et comme pour l'attaque mortelle dans un lycée à Nantes en avril dernier, le coup est venu de l'intérieur. D'un élève. Une réalité d'autant plus dure à encaisser.

Depuis quelques mois, des fouilles de sacs sont menées de manière aléatoire par les gendarmes, devant les établissements scolaires, à [L'Aigle](#) comme partout ailleurs en France. L'objectif, s'assurer qu'aucune arme ne circule. Mais la tragédie du 10 juin soulève une nouvelle question, jusqu'où peut-on vraiment prévenir le danger? En effet, ce matin-là, les forces de l'ordre étaient pourtant présentes, aux abords du collège Dolto à [Nogent...](#)

Des réponses jugées "hors sujet"

Face à cette attaque, le gouvernement a réagi et prévoit l'interdiction de vendre des couteaux aux mineurs. Une réflexion autour de l'installation de portiques de sécurité à l'entrée des établissements est aussi lancée.

Des annonces «**hors sujet**» aux yeux de l'intersyndicale. «**C'est ridicule. Ce sera complètement inefficace. Un couteau, si on veut en trouver un, on a juste à aller en cuisine. Et un portique, il suffira à l'élève de passer l'arme au-dessus du grillage**», commente [Sophie Leroux](#).

Pour les syndicats, le fond du problème est ailleurs.

Ce qu'il nous faut, ce sont des moyens humains. Depuis des années, les gouvernements successifs suppriment des postes à tous les niveaux. Comment voulez-vous qu'on prenne correctement en charge la détresse des élèves

La représentante Ornaise du SNES-FSU

La santé mentale, un enjeu négligé

Elle cite l'exemple des assistantes sociales, présentes qu'un jour par semaine dans certains établissements. Pas mieux du côté des psychologues et infirmiers, «**rarement à temps complet**». «**On sait que la santé mentale des jeunes est un enjeu majeur. Pourtant, sur le terrain, les moyens ne suivent pas**», déplore-t-elle.

La potentielle mise en place d'un référent santé mentale par établissement, autre projet gouvernemental, suscite autant d'interrogations. «**Qui assumera ce rôle? Nous, les profs? Les surveillants? Nous aussi on a des questions sans réponse au sujet des réseaux sociaux, de la violence, de la relation parents enfant...**», liste [Sophie Leroux](#).

Les surveillants en première ligne

Le rôle des surveillants pourrait, lui, être de nouveau au cœur des préoccupations. Leurs postes ont été réduits ces dernières années. Pourtant, « **ce sont eux qui accueillent les élèves le matin. Ils sont en première ligne pour voir si un élève ne va pas bien** », tiennent à rappeler les syndicats.

Une nouvelle fois, après le drame du 10 juin, les personnels de l'Éducation nationale ne se sentent pas soutenus, presque abandonnés. « **On est démunis** », explique en quelques mots Sophie Leroux.

Il y a urgence à agir, car peu à peu, l'impensable semble devenir l'inévitable...

Thomas ADAM

